

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3031
4 septembre 2026
1,50 € • DOM : 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyte)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Nathalie Arthaud

Le camp des travailleurs, pas celui du Medef!



Inflation

**Il faut augmenter
les salaires**

p. 3 et 8

Venezuela

**Main basse
sur l'or noir**

p. 12



PHOTOS LO

Meeting

Samedi
26 septembre
à 15 heures
Salle de la Mutualité à Paris

Leur société

- Salaires : l'argent existe pour les augmenter 3
- Carburants : Total racket 4
- Gaz : flambée des prix 4
- Le Pen et le voile : l'ignominie en marche 4
- Balladur : un « courageux » fossoyeur des retraites 5
- Mayotte : davantage de moyens... contre les pauvres ! 5
- Un visa qui continue de tuer 5
- La rentrée scolaire : pénurie programmée 8
- Pompiers : le mépris de Lecornu 8
- Retraites : avec 2 000 euros, on n'est pas riche ! 8
- France - Suède : pour 4 milliards d'armement de plus 9
- Santé : accidents et maladies moins indemnisés 9
- La chasse aux arrêts est ouverte 9
- Des frites, sauce démago 9
- Bassin creillois : un projet qui passe mal 10
- Chirurgie esthétique : le profit avant tout 10
- MBDA : livraison à domicile de missiles 10

Dans le monde

- Népal : une catastrophe pas seulement naturelle 6
- Iran : la population sous les bombes et les restrictions 6
- Gaza-Cisjordanie : guerre et nettoyage ethnique 7
- Algérie : les incendies et leur instrumentalisation 7
- Venezuela : hold-up sur le pétrole 12
- Espagne : reprise de la grève à Airbus 12
- Meta : 18 milliards pour éviter le déballage 12

Dans les entreprises

- Sodexo : licenciements pour le profit 11
- Ehpad Granvelle Besançon 11
- Dans nos bulletins 11

Agenda

- Meeting et fêtes 3

Présidentielle

- Soutenez la campagne de Nathalie Arthaud ! 3
- Un stand Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité 3



VICTORIA VIENNET

Nathalie Arthaud : le camp des travailleurs, pas celui du Medef !

Le premier débat de la présidentielle s'est déroulé, jeudi 27 août, à Roland-Garros, à l'invitation du Medef. Plus qu'un symbole, c'est l'aveu que la mission du prochain président de la République sera de servir ce grand patronat.

Les sept candidats sélectionnés par le Medef se sont prêtés à l'exercice avec entrain. Chacun s'est efforcé de convaincre les membres du Medef qu'il a des solutions à leur apporter et s'est engagé à leur assurer croissance et prospérité.

Comme d'habitude, les grands patrons se sont présentés comme les forces vives de la nation, des courageux qui investissent, prennent des risques, créent de l'emploi... Comme si le monde du travail ne pouvait exister sans eux !

Sans complexe, ils ont dénoncé l'État qui les étranglerait avec les impôts et les charges, alors qu'avec plus de 200 milliards d'euros d'aides publiques, ils méritent la couronne de l'assistanat. Eh bien, il n'y a pas eu un seul candidat pour les renvoyer dans les cordes.

À aucun moment, il n'a été question des profits réalisés par la grande bourgeoisie, en augmentation de 40 % sur ces six premiers mois, malgré la crise, les guerres et la fermeture du détroit d'Ormuz. À aucun moment, il n'a été dit que la fortune des milliardaires a doublé ces dix dernières années.

Et qui pour dire que les capitalistes ont une responsabilité écrasante dans le chômage de masse et la précarité ? Qui pour souligner qu'au lieu de créations, ce sont des suppressions d'emplois qui s'enchaînent et que le bilan de la bourgeoisie est d'avoir fermé des centaines d'usines ces dernières années ? Qui pour dire que le patronat ne « donne pas de l'emploi » mais exploite les travailleurs ? Personne !

Il n'y a pas eu une voix pour expliquer que la prospérité du grand patronat est basée sur les bas salaires et le recul des droits et des conditions de travail. Pas une voix pour affirmer que la dette est celle de la bourgeoisie et que c'est à elle de payer. Pas une voix pour dire que ces messieurs qui s'auto-proclament investisseurs sont des rapaces aveuglés par le profit et ont une responsabilité écrasante dans le réchauffement climatique, la destruction de la planète et les guerres pour accéder aux richesses.

Sans surprise, les candidats de droite ont flatté

le Medef et ont repris toutes ses exigences consistant à faire payer les travailleurs, les retraités, les chômeurs... Le Pen a, elle aussi, fait plaisir aux oreilles patronales en promettant un choc de compétitivité et une réduction drastique du train de vie de l'État, en cachant que cela signifiera moins de moyens pour l'éducation et la santé.

Quant à la gauche, représentée par Glucksmann, Tondelier et Mélenchon, elle a bien montré qu'elle ne voulait surtout pas se fâcher avec cette bande de profiteurs irresponsables.

Mélenchon, qui se donne l'allure la plus radicale, défend un pacte qui pourrait concilier les intérêts des travailleurs et ceux du patronat. Mais alors qu'il expliquait qu'il était dans l'intérêt du Medef d'augmenter les salaires pour éviter une récession, l'assemblée lui a ri au nez.

Cette vague de ricanelements dévoile l'arrogance et le mépris du grand patronat pour les travailleurs et prouve qu'il n'y a pas de terrain d'entente possible entre exploiters et exploités.

Quel que soit celui ou celle qui remplacera Macron à l'Élysée, la lutte de classe se poursuivra. Le seul programme qui vaille pour les travailleurs est de se battre pied à pied pour défendre leur droit de vivre dignement.

Je suis candidate à la Présidentielle pour affirmer les intérêts des travailleurs contre ceux du grand

patronat. Le Medef l'a bien compris, il ne m'a pas invitée à son débat, mais il faut que ces idées soient bien présentes dans les discussions entre travailleurs, car elles représentent le seul moyen de ne pas se faire écraser.

C'est en prenant sur les profits qu'on pourra répartir le travail entre tous et permettre à chaque travailleur de s'en sortir avec un salaire, un revenu ou une pension d'au moins 2 200 euros net.

C'est en refusant la dictature du capital et la guerre économique qu'on ne subira plus les catastrophes que cette société provoque, qu'on financera les hôpitaux, les écoles ou la lutte contre les incendies plutôt que les marchands d'armes.

Les forces vives de la société, ce sont les travailleurs. Ce sont eux qui la font réellement tourner et ce sont eux qui pourront la changer !

Nathalie Arthaud



Salaires : l'argent existe pour les augmenter

Un des principaux problèmes du monde du travail est celui du pouvoir d'achat. Le gouvernement, les candidats à l'élection présidentielle et les journalistes sont bien obligés de le reconnaître.

Mais tout est fait pour cacher au maximum de travailleurs les raisons de la faiblesse des salaires et encore plus les moyens d'y remédier. Depuis des années, le terme de coût du travail est rentré dans le langage courant. Alors que cette expression en elle-même est un mensonge. Le travail ne coûte pas, ni aux patrons, ni à la société. Au contraire même, ce sont les salariés, par leur travail qui créent toutes les richesses. Le travail rapporte, et même il rapporte énormément aux capitalistes. De l'intérimaire à temps partiel à l'ingénieur mieux payé, tous créent des richesses et permettent qu'elles circulent dans la société, qu'elle soient utilisées, ou que ceux qui les produisent soient

éduqués, nourris, soignés. Ces richesses sont gigantesques, malgré la crise. Les centaines de milliards de profits et de dividendes que toutes les grandes entreprises encaissent chaque année le prouvent. Mais pour que la part qui revient aux actionnaires, aux familles capitalistes déjà riches, augmente encore et toujours, il faut que celle qui revient aux salariés sous la forme de salaires diminue. Et c'est ce qui se passe depuis des décennies, aboutissant à l'appauvrissement des classes populaires. Chacun le ressent violemment dans sa vie. Bien des travailleurs chiffrent même précisément ce qui leur manque en parlant du besoin d'une augmentation de 400 ou 500 euros par mois,

comme on pouvait le lire dans le journal *Les Echos* du 1^{er} septembre. Mais pour les capitalistes, il n'est pas question de céder sur les salaires, tant leur écrasement est la condition indispensable à leur propre enrichissement.

Alors les responsables politiques, aidés par les patrons de la grande distribution multiplient les interviews pour expliquer comment on pourrait faire semblant d'augmenter les salaires sans toucher aux profits.

Le Pen et une partie de la droite proposent de « rapprocher le brut du net ». Cela voudrait juste dire réduire les cotisations sociales, celles qui doivent servir à alimenter la Sécurité sociale, l'assurance chômage et les retraites. Autant dire que ce que les salariés gagneraient d'un côté, ils le perdraient de l'autre. Et les fortunes des capitalistes ne



seraient pas écornées.

D'autres évoquent l'idée d'une augmentation de la TVA. Cet impôt est le plus injuste car chacun le paye quel que soit son revenu. La TVA permet à l'État de prélever environ 210 milliards par an dans les poches de la population, pendant que les impôts des entreprises ne rapportent que 81 milliards à ce même État, et

que le total des bénéfices des plus grandes entreprises dépasse régulièrement la centaine de milliards.

Pour augmenter le pouvoir d'achat des classes populaires, il faut une augmentation massive des salaires, et pour cela contraindre les capitalistes à sortir l'argent de là où il est vraiment, c'est-à-dire de leurs coffres.

Marion Ajar

VICTORIA VIENNET



Meeting avec Nathalie Arthaud

Samedi 26 septembre

Salle de la Mutualité à Paris à 15 heures

5, rue Saint-Victor
Métro Maubert-Mutualité
Entrée libre



Un stand Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité

Les 11, 12 et 13 septembre, Lutte ouvrière sera présente à la Fête de l'Humanité sur le site de la base 217 au Plessis-Pâté, près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne.

Cette année, le stand Lutte ouvrière sera situé, rue Elsa Triolet et Louis Aragon, dans le secteur des stands du Val-de-Marne, non loin du Village du Monde.

Nathalie Arthaud y animera deux débats où elle défendra sa candidature à l'élection présidentielle : samedi 12 à 19 heures et dimanche 13 à 14 heures 30. Jean-Pierre Mercier animera également un débat samedi 12 à 16 heures sur le thème : quelle politique nécessaire au camp des travailleurs ?

Plusieurs débats seront aussi organisés tout au

long de la fête autour de l'actualité du marxisme. Ils porteront vendredi 11 à 19 heures 30 sur le trotskysme, samedi 12 à 12 heures sur l'analyse marxiste de l'Histoire et à 14 heures 30 sur le thème « Salaires, prix et profits ». Enfin, ils traiteront dimanche 13 à 12 heures de l'impérialisme et à 17 heures de l'État et la révolution.

Il y aura aussi une librairie avec les publications de Lutte ouvrière et des ouvrages du mouvement ouvrier, et des livres d'occasion.

Fêtes de Lutte ouvrière

Nantes

Samedi 19 septembre
de 16 heures à minuit
Salle festive Nantes Erdre
251 route de Saint-Joseph
Débat à 18 heures
avec Nathalie Arthaud

Lyon

Samedi 26 à partir de 17h
et dimanche 27 septembre
à partir de 11h30
Hall des fêtes de Saint-Fons
Débat à 15 heures
avec Nathalie Arthaud

Bourges

Samedi 26 septembre
de 14 heures à minuit
Restaurant
Les Rives d'Auron
(près de la Médiathèque)

Suivez la campagne

- X (@n_arthaud)
- Instagram (nathalie_arthaud_lo)
- Facebook (nathaliearthaud)
- YouTube (n_arthaud) et
- TikTok (nathaliearthaud)



Carburants : Total racket

La flambée du prix des carburants est directement liée à l'explosion des bénéfices des compagnies pétrolières, à l'image de TotalEnergies, qui a annoncé 11 milliards de profits sur le premier semestre 2026.

Les profits sont réalisés sur tous les métiers du pétrole, de l'extraction au raffinage, au trading et à la distribution.

Le cours du baril de pétrole brut, qui variait entre 60 et 70 dollars avant la guerre en Iran, a grimpé entre avril et juin autour de 110 dollars. Après une baisse momentanée en juillet, il a remonté et atteignait 92 dollars le 31 août. Cela a fait exploser les profits des activités d'extraction de Total dans le monde entier.

Ensuite, le trading, qui consiste à spéculer sur les produits pétroliers, a par exemple permis à Totsa,

la filiale de Total basée en Suisse, de réaliser des profits insensés en raison de la guerre : un milliard d'euros, rien que pour le mois de mars.

Mais, derrière la flambée du prix, en particulier du gazole, il y a l'explosion des marges des raffineries. Alors qu'habituellement, l'écart entre le prix du pétrole brut et celui du gazole est autour de 10 centimes d'euros par litre, il a atteint en août 40 à 50 centimes. Selon le journal *Les Echos*, « les marges des raffineurs ont donc quadruplé. En France, elles représentent désormais entre 15 % et 20 % du prix de gazole, presque autant

que la matière première pétrolière. »

S'ajoute enfin la marge des distributeurs. Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, ose se présenter comme un bienfaiteur pour avoir plafonné le prix du SP95-E10 à 1,99 euro et celui du diesel à 2,25 euros dans ses stations-service. Mais ce geste lui a permis de gagner, selon lui, 3 % de parts de marché sur ses concurrents et de faire sa communication à bon compte.

L'explosion de ses profits est telle que les mécanismes d'optimisation fiscale ne lui permettront pas en 2027 d'être à nouveau exonéré de toute imposition sur les bénéfices. « TotalEnergies en 2026 va payer l'impôt sur les sociétés puisque, à cause du détroit d'Ormuz, on fait des profits, y compris en France » a affirmé Pouyanné. Mais



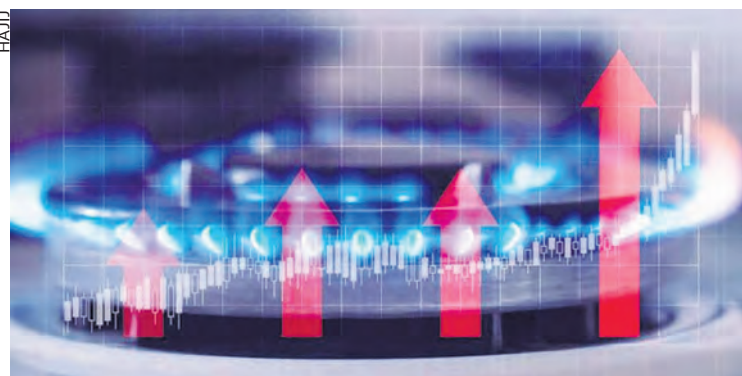
il a aussitôt menacé de supprimer le plafonnement des prix dans ses stations si d'aventure, il subissait la taxe sur les superprofits énergétiques.

Pour paraphraser les Tontons flingueurs, les capitalistes, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît.

Christian Bernac

Gaz : flambée des prix

Le 1^{er} septembre, le prix repère du gaz a augmenté de 5,6 %. Et, au total, cet indice a augmenté de 24 % depuis le mois d'avril. Mais selon les experts du secteur, le plus dur est à venir.



Les prix du gaz dépendent des marchés mondiaux. Et le blocage du détroit d'Ormuz, à cause de la guerre menée par les États-Unis en

Iran, en ralentissant voire en bloquant l'exportation de gaz des pays de cette région, a entraîné une pénurie dont ces augmentations seraient

la conséquence. En réalité, il faut ajouter là aussi la spéculation qui s'enclenche chaque fois qu'une matière première vient à manquer sur les marchés mondiaux. Et cette spéculation accentue les hausses de prix, bien plus que les pénuries elles-mêmes.

C'est ce qui était arrivé en 2022 après l'offensive militaire de la Russie en Ukraine et les réductions de ses exportations de gaz vers l'Europe. Cette année-là, les prix du gaz avaient atteint des sommets. En France, pour les particuliers, le tarif réglementé avait augmenté de 25 %. Mais la hausse avait été de plus de 67 % pour ceux qui avaient un contrat avec un

fournisseur de gaz dont le prix pouvait varier avec son prix de gros.

C'est en hiver, quand il faut chauffer les habitations et les lieux de travail, que les prix augmentent le plus. Or, cette année la situation s'annonce critique. D'abord parce que l'État a supprimé le tarif réglementé depuis 2023. Ce tarif n'empêchait pas les hausses, la preuve celle de 2022, mais il les limitait. Aujourd'hui, il reste des fournisseurs qui proposent des contrats où le tarif est supposé être fixe pendant deux ans. Or tout le monde n'a pas souscrit de tels contrats et rien ne dit que cet engagement tiendra.

Enfin, les réserves de gaz

que les États stockent habituellement durant l'été sont au plus bas. Les prix du gaz, déjà élevés, risquent encore d'augmenter. La banque américaine Goldman Sachs annonce que les prix de gros du gaz pourraient encore augmenter de près de 50 %. Les pays d'Europe devront en effet faire monter leurs offres d'achat s'ils veulent détourner une partie du gaz venant du Proche-Orient destiné à l'Asie.

Tous ceux qui doivent se chauffer au gaz paieront, notamment les ménages les plus modestes. Ceux qui s'enrichiront seront les grands groupes fournisseurs d'hydrocarbures comme TotalEnergies.

Pierre Royan

Le Pen et le voile : l'ignominie en marche

Depuis 14 ans, d'élection en élection, Marine Le Pen entonne la même rengaine odieuse, promettant, si elle gagne, d'organiser un référendum interdisant le port du voile islamique dans l'espace public, par exemple dans la rue ou les transports.

Campagne présidentielle oblige, le RN reprend les mots du FN et, le

30 septembre sur BFMTV, le député de la Somme Jean-Philippe Tanguy lançait la balle en proposant de sanctionner le port du voile dans l'espace public par une amende. Le lendemain, sa patronne la saisisait au bond sur X. « Je soumettrai aux Français par référendum une grande loi de lutte contre les idéologies islamistes

avec de nombreuses mesures puissantes, y compris la pénalisation du voile islamiste dans l'espace public. » L'usage de l'adjectif « islamiste » pour voile « islamique » suggérant au passage le militantisme, voire un potentiel terrorisme...

Le problème de Le Pen n'est évidemment pas ce que représente le voile en tant que symbole de

l'oppression de la femme, comme c'est le cas, par exemple, en Iran. Il est simplement d'apporter un crachat supplémentaire à une campagne anti-musulmans. Il s'agit de désigner tout une partie de la population, et particulièrement de la classe ouvrière, comme des boucs émissaires, responsables du chômage, du manque de

logements, des bas salaires et, pourquoi pas, de la crise que lui font payer les gros capitalistes !

Discriminer une partie de la population, faire payer pour le seul crime de se montrer telle qu'elle est, voilà donc la grande idée que brandissent les lepénistes. Sur cette voie, il y a de sinistres précédents.

Viviane Lafont

Mayotte : davantage de moyens... contre les pauvres !

De Le Pen à Édouard Philippe, l'île de Mayotte, ce territoire dit français en plein Océan indien, est employée comme base pour des discours nauséabonds contre l'immigration.



À Mamoudzou le 26 août lors de la visite de Lecornu.

Lors de sa visite les 26 et 27 août, le Premier ministre, Lecornu, ne voulait pas être en reste.

La majorité de la population de Mayotte continue de manquer d'eau potable, d'électricité, d'écoles, d'un deuxième hôpital, et un tiers d'entre elle, qu'elle soit étrangère ou française, vit encore dans des bidonvilles

dévastés par le cyclone Chido en décembre 2024. Mais Lecornu n'est pas venu parler des moyens d'améliorer le sort des habitants. Non, il est venu annoncer un renforcement de la participation de l'armée française présente à Mayotte à la chasse aux migrants.

Le Premier ministre a donc évoqué des drones

pour surveiller les départs depuis les îles voisines, des ballons en altitude équipés de moyens de détection, des bateaux en plus grand nombre pour intercepter les migrants, le renforcement des effectifs militaires. Une unité de la Légion étrangère devrait être positionnée sur un îlot inhabité sur la route de l'île comorienne d'Anjouan, pour traquer les candidats à l'exil.

Pour faire son discours, Lecornu a dû faire évacuer par des gendarmes mobiles des dizaines de travailleurs et de syndicalistes. Ceux-ci l'attendaient au centre de Mamoudzou pour lui rappeler leurs revendications sur l'alignement des droits avec la métropole, l'embauche dans les services publics, la hausse des salaires et la reconstruction.

Mais, pour le gouvernement, le plus important était bien de s'exposer en champion de la chasse aux migrants.

Jean Sanday

Un visa qui continue de tuer

Entre les îles de l'archipel des Comores, on circulait librement depuis toujours jusqu'en janvier 1995.

Mais, à cette date, le gouvernement Ballardur a privé la population comorienne de ce droit en imposant un visa pour entrer à Mayotte aux habitants des trois autres îles, la Grande Comore, Anjouan et Mohéli.

Les formalités pour l'obtention sont si contraignantes que la plupart des candidats à la traversée risquent leur vie sur des embarcations de fortune, les

kwasa-kwasa, aux mains de passeurs sans scrupule qui leur demandent des sommes importantes. Depuis 1995, au moins 10 000 femmes, enfants, hommes ont péri en mer. La traversée des 70 kilomètres entre Anjouan et Mayotte est devenue l'une des routes migratoires les plus meurtrières de l'Océan Indien. L'obligation des visas transforme ceux qui y survivent en clandestins

dans leur propre pays. Ils sont pourchassés et renvoyés manu militari vers Anjouan. Des parents expulsés sont obligés, malgré eux, d'abandonner les enfants livrés à eux-mêmes.

Loin d'abroger ce visa scélérat, le gouvernement Hollande (2012-2017) a renforcé les moyens techniques pour freiner l'immigration clandestine. À peine élu, Macron se permettait une odieuse remarque sur la situation : « *Le bateau kwasa-kwasa pêche peu, il amène du Comorien, c'est différent.* » Il a laissé les mains libres à ses ministres pour monter des opérations policières de grande ampleur visant la destruction des habitats précaires, en mobilisant des centaines de policiers, de soldats, des radars et des moyens technologiques modernes.

Quelle que soit leur couleur politique, les gouvernements français ont fait payer à ces populations le prix du sang et de la douleur.

J. S.



À Moroni, capitale des Comores.

Balladur : un "courageux" fossoyeur des retraites

Le décès d'Édouard Ballardur a suscité les hommages convenus du corps politique et médiatique, soulignant, comme il le fit lui-même en toute occasion, son « courage politique ».

Le défunt a participé à la gestion des affaires de la bourgeoisie française, à la très grande satisfaction de celle-ci, sous Pompidou, président de 1969 à 1974, comme sous Mitterrand, dont il fut ministre de l'Économie de 1986 à 1988 et Premier ministre de 1993 à 1995. Entre deux missions publiques, et même quelquefois pendant, ce « grand serviteur de l'État », comme on dit dans ce monde-là, n'oubliait pas de se servir lui-même. Il fut administrateur de diverses grandes sociétés, touchant de confortables jetons de présence. De plus, lorsqu'il fallut trouver des fonds pour sa campagne électorale, il eut recours, comme ses concurrents, à la pêche en eau trouble. Le Conseil constitutionnel a trouvé ainsi que les comptes de sa campagne présidentielle perdue de 1995 étaient douteux. Le président de ce Conseil, le mitterrandien Dumas, exigea que les comptes soient acceptés, mais une autre juridiction montra, des années plus tard, qu'ils avaient été abondés par une sombre affaire de rétrocommissions sur des ventes d'armes à la dictature pakistanaise. Ballardur, retiré de la vie publique, passa entre les gouttes, ce qui ne fut pas le cas de quelques-uns de ses amis et comptables de l'époque.

Rien de tout cela ne distingue bien sûr Ballardur de ses pareils et s'il faut rappeler son nom c'est pour de tout autres raisons. En juillet 1993, le Premier ministre Ballardur fit passer comme une lettre à la poste la réforme des retraites qui

porte son nom : les pensions du secteur privé ne seraient plus indexées sur l'évolution des salaires, mais sur celle des prix, moins rapide ; les pensions ne seraient plus calculées sur la moyenne des dix meilleures années, mais sur celle des 25 meilleures, forcément plus basse ; la durée de cotisation pour partir à taux plein, à partir de 60 ans, devait augmenter d'un trimestre par an pour passer de 37,5 années à 40 pour la génération née en 1943. Cette réforme, outre les deux ans et demi volés qui en annonçaient d'autres, a fait passer la pension, en moyenne, de 86 % du dernier salaire en 1990 à 66 % de nos jours, d'après les calculs de la CNAV. Et encore, ce calcul ne concerne que les travailleurs qui partent sans décote, s'il en existe encore...

Balladur bénéficia à l'époque d'une certaine bienveillance de la part des directions syndicales. La réforme des retraites passa en plein été et au milieu d'une série interminable de concertations gouvernement-syndicats sur tout et sur rien, qui constituaient un prétexte tout trouvé à l'inaction. *Lutte ouvrière* titrait en septembre 1993 : « *Balladur, un plan inacceptable... que les directions syndicales acceptent de discuter* ».

Et c'est bien cela, étrangler la classe ouvrière sans même faire couiner les bureaucraties syndicales, qui est le vrai titre de gloire de Ballardur aux yeux des possédants et ce qu'ils appellent son courage.

Paul Galois

Népal : une catastrophe pas seulement naturelle

Le bilan humain du tsunami de boue et de roches qui a déferlé le 26 août de part et d'autre de la frontière du Népal et du Tibet était, au 1^{er} septembre, de 955 morts et 4 471 disparus. Personne n'avait prévu une catastrophe de cette importance.

L'essentiel des victimes et des disparus sont du côté népalais des vallées autour du Langtang Lirung, un sommet de la chaîne himalayenne qui culmine à 7 234 mètres. Le pan d'un glacier situé à 5 000 mètres s'est effondré, créant une vague de roches, de boue et d'eau qui a déferlé en aval.

Cette vague a parcouru plus de 100 kilomètres, à la vitesse de 150 km/h dans les 20 premiers kilomètres des vallées népalaises. Sur une hauteur de plusieurs dizaines de mètres, elle a tout détruit, des dizaines de ponts, d'infrastructures, dont des centrales électriques, des villages et des quartiers entiers. Tout est désormais enseveli sous la boue et la roche.

L'hypothèse d'un séisme, fréquent dans la chaîne himalayenne, ayant provoqué l'effondrement du glacier a été abandonnée. Les spécialistes des glaciers sont

désormais quasi unanimes à considérer le changement climatique comme un des facteurs principaux du désastre. Le glacier en cause a reculé, du fait de la fonte des glaces, de 450 mètres entre 2009 et 2020, devenant vulnérable aux instabilités rocheuses. Il semble admis désormais qu'un premier effondrement de paroi au-dessus du glacier l'a ensuite entraîné dans sa chute vers les vallées.

Il est difficile d'observer et d'anticiper la situation d'un glacier à des altitudes himalayennes et un massif de cette envergure est un milieu naturel à risques. Mais ce nouveau drame qui frappe le Népal, après les tremblements de terre de 2015, semble bien, par sa démesure, lié au réchauffement climatique. C'est donc le fonctionnement général de l'économie, non pas au Népal mais à l'échelle mondiale, qui en est la cause.



Rescapés à Devighat, au Népal, le 31 août.

Le drame se prolonge par la difficulté des secours à parvenir jusqu'aux zones sinistrées. Quatre jours après la catastrophe, les autorités népalaises annonçaient que les villages ensevelis les plus en altitude n'avaient reçu aucun secours. En aval, le maire d'une localité relatait que les secours à pied avaient avancé de 500 mètres en deux jours dans le fleuve de boue laissé

par la crue. Le Népal est un des pays les plus pauvres du monde, où le régime est bien plus préoccupé du maintien de l'ordre que de la sécurité des populations. Mais surtout, comme à chaque catastrophe, aucun secours ne viendra des grandes puissances. L'Union européenne a promis 2 millions d'euros et les États-Unis 500 000 dollars. Autant dire une misère.

Les organisations humanitaires font appel aux dons et entrent en action sur le terrain. En revanche, il n'est pas question pour les États les plus puissants d'Europe ni pour les États-Unis d'envoyer en urgence au Népal matériel, équipements et hommes qu'ils sont si prompts à mobiliser quand il s'agit d'une opération militaire.

Boris Savin

Iran : la population sous les bombes et les restrictions

Depuis la nuit du 30 août, les États-Unis ont repris leurs bombardements sur l'Iran. Malgré les accords signés le 17 juin et les discours de Trump qui dit vouloir sortir de l'impasse, la guerre n'a pas vraiment cessé.



Travailleurs de la compagnie pétrolière TJPC, en juillet.

Les États-Unis, qui ont échoué à faire plier militairement le régime iranien, ne veulent pas pour autant céder à ses exigences en lui laissant contrôler le trafic dans le détroit d'Ormuz. Mi-août, Trump a annoncé le lancement de sanctions contre l'Iran. Comme les relations bancaires et commerciales avec les États-Unis sont déjà rompues depuis plusieurs années, il s'en est pris aux partenaires commerciaux du pays. Cela vise notamment la banque Melli, qui a quelques agences en Europe, mais aussi les pays qui commercent avec l'Iran, comme les Émirats arabes unis, qui ont annoncé obtempérer le 18 août. La Chine est aussi visée mais, Trump n'ayant pas les moyens de lui tordre le bras, le gouvernement chinois a dénoncé ces « sanctions illégales ».

Une fois de plus, la population iranienne paie le prix fort de ces tentatives d'asphyxie économique, en particulier sa fraction la plus pauvre, à la fois par les pénuries et l'envolée des prix. On a ainsi pu voir cet été

des files d'attente interminables aux stations-service pour obtenir du carburant rationné (un comble dans un pays pétrolier !), tandis que les détenteurs de voitures de luxe pouvaient s'approvisionner facilement à des prix inaccessibles au monde du travail. Les prix des produits alimentaires battent des records. L'huile a ainsi augmenté de plus de 300 % en un an, et la monnaie iranienne, le toman, s'échange désormais à 200 000 pour un dollar.

La population subit aussi la répression du régime. Celui-ci a réussi à souder derrière lui une partie de ceux qui avaient manifesté en janvier mais qui, depuis, subissent les bombardements et les destructions infligés par les États-Unis et Israël. Alors que bien des femmes circulaient sans voile dans les rues depuis la révolte « femme-vie-liberté » de 2022, des femmes non voilées ont été de nouveau agressées ou arrêtées dans certaines villes ou quartiers de Téhéran.

La contestation n'a pas disparu pour autant. Les

rassemblements contre les exécutions de manifestants se sont renouvelés comme à Sanandaj mi-août. Une grève de la faim des prisonniers a conduit les dirigeants à promettre une suspension temporaire des exécutions cet été. Des grèves ont éclaté dans des hôpitaux pour les salaires, les conditions de travail et les effectifs, à Téhéran et à Nichapour par exemple. D'autres grèves ont lieu contre les retards de salaire et les licenciements, en particulier dans la sous-traitance pétrolière à Ahvaz. À Mahchahr dans le Khouzestan, les ouvriers de la TJPC (Takhte Jamshid Petrochemical Complex) ont manifesté avec leurs familles contre les licenciements alors qu'ils avaient déjà mené des grèves en décembre 2025 et en juillet 2026.

Des travailleurs conscients affirment ainsi leurs revendications, affrontent la répression tout en dénonçant les frappes impérialistes qui prétendaient les libérer.

Élise Patach

Gaza-Cisjordanie : guerre et nettoyage ethnique

Mardi 1^{er} septembre, des avions israéliens ont tiré une dizaine de missiles dans une zone de la ville de Gaza où se trouvent de nombreuses familles déplacées, tuant quatre personnes, dont trois enfants.

Au total, plus de 1 300 Palestiniens ont trouvé la mort, victimes des bombes, des drones et des balles de l'armée israélienne, malgré le cessez-le-feu censé être en vigueur depuis octobre 2025.

Le plan de paix de Trump prévoyait un retrait progressif de Gaza de l'armée israélienne. Non seulement il n'en a rien été mais, à la mi-août, Netanyahu l'a catégoriquement exclu, prétextant que le Hamas n'a pas été désarmé. Mais, loin de contribuer à un quelconque désarmement, la politique de Netanyahu alimente la guerre. Le quotidien israélien *Haaretz* a publié le 27 août une enquête très documentée sur les milices palestiniennes créées à Gaza par l'armée israélienne et le service de sécurité, le Shin Beth. Ceux-ci fournissent à ces milices des armes, le soutien de l'artillerie et de drones pour s'attaquer au Hamas. Dirigées souvent par d'anciens chefs

de gangs et trafiquants de drogue, elles rançonnent la population, pillent et brûlent des maisons et participent ainsi au nettoyage ethnique de l'enclave palestinienne. Comme le rapporte un soldat israélien, contraint d'accompagner ces miliciens dans leurs opérations : « *Ils sont armés et entraînés pour commettre des crimes de guerre, et c'est moi qui dois les protéger pendant leurs opérations afin qu'ils ne soient pas blessés.* »

D'après *Haaretz*, cinq groupes, comprenant des dizaines voire des centaines d'hommes, opèrent chacun dans une zone définie sous le contrôle de l'armée israélienne. Celle-ci leur a bâti des camps militaires, avec logements et magasins, le long de la « ligne jaune » qui délimite la partie occupée par Israël, représentant désormais 70 % de Gaza. L'ensemble des infrastructures édifiées par l'armée israélienne montre

que celle-ci n'a aucunement l'intention d'évacuer le territoire.

Engagé dans la campagne pour les élections législatives prévues en octobre, alors que les sondages ne lui sont pas favorables, Netanyahu reprend plus que jamais à son compte les discours de l'extrême droite raciste et ultranationaliste, favorable à l'annexion des territoires occupés depuis 1967. Mardi 25 août, lors d'une réunion à Jérusalem de partisans de la colonisation de la Cisjordanie, le Premier ministre israélien a déclaré : « *Vous réalisez la vision de la Terre d'Israël, et cette terre est la nôtre. Vous préparez le terrain pour une grande vague d'immigration qui arrivera.* »

De leur côté, bénéficiant du soutien du sommet de

l'État hébreu et de la complicité de son armée, les colons juifs de Cisjordanie, qui sont maintenant quelque 700 000, s'enhardissent toujours plus. Selon un rapport de l'ONG internationale Human Rights Watch, « *la violence des colons a connu un pic en mars et avril 2026, avec des meurtres, y compris d'enfants, ainsi que des agressions, des violences sexuelles, des maltraitements physiques et psychologiques, des détentions arbitraires, des incendies criminels, des destructions de biens et des vols.* » Ces violences des colons ne sont pas nouvelles, mais visent maintenant directement à provoquer le déplacement des populations palestiniennes. Il s'agit de terroriser les Palestiniens pour les faire fuir et s'emparer de leurs terres.

Depuis plusieurs semaines, une poignée de colons assiège le village de Qusra, proche de Naplouse, et a même fini par l'attaquer. Le fait que des journalistes ont couvert cet événement et que des équipes de l'AFP et de CNN ont été agressées a suscité de nombreuses réactions dans les capitales occidentales. Netanyahu lui-même a été obligé de prendre quelque distance, en feignant un désaccord. Ces protestations purement verbales ne seront évidemment suivies d'aucune mesure ni d'aucune sanction. Le génocide et le nettoyage ethnique se poursuivent en fait à Gaza et en Cisjordanie, avec la complicité plus ou moins ouverte et active des grandes puissances impérialistes.

Marc Rémy



Dans un quartier de la ville de Gaza après un bombardement israélien le 24 août.

MOHAMMED M SKAIK / AFP

Algérie : les incendies et leur instrumentalisation

Fin août, des feux gigantesques ont ravagé des forêts et des villages de l'Est algérien. Si les images des incendies ont entraîné un élan de solidarité à travers le pays, le silence des autorités sur leur nombre nourrit la défiance et la colère.

De la Kabylie à la frontière tunisienne, les feux ont brûlé le couvert forestier, détruit des habitations, des vergers, des oliveraies et anéanti le bétail. Quant aux victimes humaines, le chiffre officiel est de douze morts, alors même qu'à Jijel, la région la plus touchée, les habitants annoncent un bilan provisoire de 73 morts. Dans cette localité, des feux d'une hauteur inédite, propagés par des vents de plus de 100 km/heure, ont empêché l'arrivée des secours ainsi que l'intervention des bombardiers d'eau.

Sur les réseaux sociaux, des citoyens, écœurés que le gouvernement et les médias cachent la vérité, se font l'écho du nombre de morts

qu'ils estiment à plus de deux cents, sans compter les blessés graves acheminés dans tous les hôpitaux du pays.

Les fortes chaleurs qui ont régulièrement atteint 50 ° et l'existence de pyromanes ne sont pas les seuls facteurs de la gravité de ces incendies. En effet, depuis des années, les gouvernements successifs se sont désengagés de la gestion du secteur forestier. Celui-ci se dégrade de plus en plus par manque de moyens humains. Les gardes forestiers partis à la retraite ne sont pas remplacés. Dans chaque forêt, ils se comptent sur les doigts d'une main et souffrent de manque de matériel pour intervenir dans des secteurs où le relief est très accidenté.

Le gouvernement a tout de suite évoqué des départs de feux criminels, commis selon lui par la « main de l'étranger » pour affaiblir le pays. Les ministres veulent se dédouaner de toute responsabilité et éviter d'avoir à rendre des comptes. En juillet, le jeune Jalil avait été arrêté pour avoir diffusé – à la demande des habitants de son village – une vidéo dénonçant l'inaction des autorités locales après un incendie. En annonçant que le Code pénal serait modifié, afin de rétablir la peine de mort pour les incendiaires, le président Tebboune ne fait pas seulement diversion, il se saisit de cette crise pour accentuer sa politique répressive.

Cette fuite en avant autoritaire ne règle rien, car l'Algérie fait partie des pays les plus affectés par le dérèglement climatique, et les feux de forêts sont amenés à

prendre de l'ampleur, mais le pouvoir ignore volontairement cette question et n'anticipe pas ses conséquences. Pour défendre les intérêts de la bourgeoisie algérienne en Afrique, il préfère consacrer 25 milliards au budget

militaire, le plus important du continent. Ainsi, pendant que des pompiers et des bénévoles luttent contre les flammes, quatre avions de combat algériens étaient déployés au Niger.

Leïla Wahda



Incendie en Kabylie le 23 juillet.

DR

Rentrée scolaire : pénurie programmée

D'après les chiffres du ministre de l'Éducation nationale en cette rentrée scolaire, les absences de professeur seront marginales. Il est trop tôt pour vérifier la réalité de ses propos mais certaines décisions permettent d'en douter.



Contre la fermeture d'une école à Vannes, à la rentrée 2026.

Le gouvernement se vante de créer 5 900 postes cette année dans l'Éducation, alors que 4 000 postes enseignants ont été supprimés dans le budget 2026 adopté en janvier. Mais, malgré l'augmentation des postes autres qu'enseignants, il manque par exemple des AESH, les personnels accompagnant les élèves en situation de handicap pendant leur temps

scolaire. Le ministère a aussi prévu des cours à distance en cas d'absences de professeurs en collège, montrant ainsi qu'il ne pense pas les remplacements possibles.

En deux ans, 400 établissements scolaires ont fermé. D'ici à 2035, en suivant la logique du ministère sur la baisse démographique, 73 000 classes pourraient disparaître et donc des milliers d'établissements. Le

ministère expérimente aussi la prévision de la carte scolaire sur trois ans. Les collectivités responsables des locaux pourront ainsi anticiper et éviter par exemple de rénover une école un an avant sa fermeture.

La baisse démographique est invoquée pour justifier les suppressions de postes d'enseignant et les fermetures d'établissement. D'après le gouvernement, la moyenne des effectifs par classe serait de 21 élèves mais, même en retenant cette moyenne, dans de nombreux établissements les classes primaires accueillent 27 ou 28 élèves, des classes de collège plus de 30 et, au lycée, 35.

La baisse démographique pourrait donc être une occasion d'améliorer la qualité des enseignements en réduisant les effectifs des classes. Mais elle sert d'argument pour une politique d'économies que le ministère tente de faire oublier en parlant plutôt de l'interdiction du téléphone portable dans les établissements scolaires.

Inès Rabah

Pompiers : le mépris de Lecornu

Dimanche 30 août, le Premier ministre a obtenu pas moins de quatre pages d'interview dans *Le Parisien-Dimanche* où il a abordé de nombreux sujets, en particulier les incendies de cet été.

On n'est jamais si bien servi que par soi-même : Lecornu ne risquant pas d'être félicité par les pompiers, il l'a donc fait lui-même, en déclarant : « La flotte de Canadair et plus généralement les moyens aériens ont

été doublés sous les deux quinquennats d'Emmanuel Macron », et « Un Canadair de plus n'aurait hélas rien changé. » Il fallait oser.

Les pompiers, eux, ont répondu comme il fallait au mépris gouvernemental :

ils ont déposé un préavis de grève à partir du 8 septembre. Ils dénoncent le manque de moyens dont tout le monde a été témoin cet été, et en fait depuis de nombreuses années : protections insuffisantes, matériel vieillissant et qui tarde à être renouvelé, sous-effectif chronique... Le tout alors que le nombre d'interventions est en hausse importante avec 35 % d'interventions supplémentaires depuis 2000.

Alors bien sûr, Lecornu a félicité les pompiers, et saisi l'occasion de souligner la responsabilité de tout un chacun. C'est le meilleur moyen d'éviter de parler de la sienne, et de celle des gouvernements successifs, dans l'application des mesures collectives de prévention, et surtout dans les moyens insuffisants alloués à la protection civile.

Camille Paglieri



Prix : et pourtant ils augmentent

Grandes surfaces et médias ont donné un large écho à l'idée que les prix des fournitures scolaires auraient baissé. Mais ce n'est pas l'avis des familles concernées.

Un cartable coûterait un euro moins cher, un lot de feutres aurait baissé de 46 centimes, etc. Mais la hausse des prix de l'alimentation, elle, a été estimée à 22 % depuis janvier 2021. Et chacun constate, en faisant ses courses, que la facture continue d'augmenter. Les prix des carburants sont au-delà de 2 euros, faisant de l'utilisation de la voiture un casse-tête.

Si quelques euros ont été économisés pour la rentrée scolaire sur les gommes et les crayons – ce qui reste tout de même à vérifier – l'augmentation des prix des produits de première nécessité prend à la gorge une partie des familles.

Mais pendant que les salaires, déjà très bas pour une majorité de travailleurs, sont laminés par la hausse des prix, que les retraites de misère sont nombreuses, un total de plus de 74 milliards d'euros de bénéfice a été encaissé par les entreprises françaises cotées en Bourse au premier semestre 2026. TotalEnergies se taille la part du lion avec 9,5 milliards d'euros, une hausse de 72 % par rapport



au premier semestre 2025. Les capitalistes ont accumulé et continuent d'accumuler des fortunes colossales, malgré la crise générale de l'économie.

Revendiquer une augmentation générale des salaires et des pensions de plusieurs centaines d'euros et leur indexation sur la hausse réelle des prix est indispensable et vital. Et l'argent existe pour le financer : en prenant sur les dividendes passés et présents versés aux actionnaires.

Boris Savin

Retraites : avec 2 000 euros, on n'est pas riche !

Lecornu, dans une interview au *Parisien* le 29 août, a confirmé qu'il était bien envisagé de désindexer le montant des retraites de la hausse des prix, ce qui revient à le baisser. Mais cette mesure, a-t-il ajouté, ne concernerait que « les retraités aisés ».

Le chiffre de 2 000 euros a été avancé pour déterminer la limite au-delà de laquelle on serait « aisé ». Ces politiciens au service des milliardaires ont tous les culots. Quand

on connaît les difficultés rencontrées par tous les travailleurs, pour continuer à vivre un peu dignement après une vie où ils se sont usés à la tâche, cette campagne est indécente. Les retraites ne doivent pas baisser, car elles sont bien inférieures au salaire, déjà bas, de toute une vie.

La retraite devrait correspondre au moins au dernier salaire et devrait être financée intégralement par le patronat !

Paul Sorel

Santé: accidents et maladies moins indemnisés

Dans sa frénésie d'attaques touchant le niveau de vie des travailleurs, le gouvernement a écrit un courrier aux dirigeants de la branche accidents du travail-maladies professionnelles (AT/MP) de la Sécurité sociale pour leur demander de faire 840 millions d'euros d'économies par an.

La caisse AT/MP sera déficitaire d'environ 1 milliard d'euros en 2026. Or elle est alimentée uniquement par les cotisations des entreprises, qui sont globalement responsables de la santé au travail de leurs salariés. L'exploitation croissante se traduit d'ailleurs

par une augmentation du nombre de jours d'arrêt, surtout dans le bâtiment, l'industrie et les services à la personne, des secteurs où le travail est physique.

Mais le gouvernement est très réticent s'agissant d'obliger le patronat à mettre la main à la poche

pour combler le déficit qu'il créé. Par contre, il n'a pas ces pudeurs lorsqu'il s'agit de contraindre les travailleurs à des sacrifices. Ainsi le dernier budget de la Sécurité sociale a limité à quatre ans, à partir de 2027, la durée des arrêts pour maladie professionnelle ou accident du travail. Mais évidemment, rien n'est prévu pour contraindre un patron à octroyer à des travailleurs malades un poste et des horaires adaptés à leur état de santé.

En outre, à partir du 1^{er}



novembre, le gouvernement veut plafonner le montant des indemnités journalières que toucheront les salariés. Et il veut qu'elles soient entièrement soumises à l'impôt sur le revenu, alors que jusqu'à présent 50 %

seulement de ces indemnités étaient imposés.

S'en prendre aux revenus des travailleurs même victimes d'accident ou de maladie, c'est dans l'ADN patronal de l'État.

Lucien Déroit

La chasse aux arrêts est ouverte

Le 1^{er} septembre est entré en vigueur le décret limitant à un mois la première prescription d'un arrêt de travail; son renouvellement sera limité à deux mois, sauf exception dûment motivée par le médecin.

Le gouvernement pré-

tend ainsi permettre un meilleur suivi des patients « sans stigmatiser ceux qui ont de vraies raisons d'être arrêtés ». Mais le Premier ministre Lecornu a dénoncé, dans une interview au journal *Le Parisien*, « les abus qui explosent ces dernières années » et a discou-

ru sur les problèmes que cela pose « aux comptes publics, à l'ambiance dans les administrations et les entreprises. »

Sous prétexte d'un « meilleur suivi des malades » il s'agit de les surveiller, en compliquant leur vie, eux qui ont déjà

beaucoup de mal à trouver un rendez-vous médical, en les désignant comme fraudeurs en puissance et en multipliant les démarches.

Le gouvernement préfère montrer du doigt les malades plutôt que les causes de leur maladie : le report de l'âge de la

retraite, la dégradation des conditions de travail et de vie, qu'il s'agisse du logement ou de l'alimentation. Tout concourt à rendre plus difficile le quotidien de ceux qui travaillent... et de ceux que le travail a usés.

Sylvie Maréchal

France – Suède: pour 4 milliards d'armement de plus

NAVAL GROUP



Le modèle des frégates qui seront livrées à la Suède par Naval Group.

Lundi 31 août, Macron s'est rendu en Suède pour y sceller la vente de quatre frégates pour 4,3 milliards d'euros. NavalGroup, le fabricant de ces frégates, et la famille Dassault qui, au travers de ses actions dans Thales, est le premier actionnaire privé de ce groupe, peuvent se frotter les mains.

Ces capitalistes féliciteront sans doute Macron, qui aura joué jusqu'au bout le rôle de représentant de leur petit commerce. Ce contrat avait été annoncé en mai et il aura fallu plusieurs mois pour ajuster les contreparties. Ainsi, l'État français a commandé fin août deux avions GlobalEye auprès de l'industriel suédois Saab pour la bagatelle d'un milliard d'euros. L'État français s'est aussi engagé à équiper les frégates de Naval-Group de matériels suédois.

Pour les industriels français, d'autres commandes devraient suivre puisque l'État français est prêt à vendre à la Suède le missile de croisière naval MdCN, d'une portée de 1 400 km, dont l'emploi était jusque-là exclusivement réservé à la marine nationale.

En mai, lors de l'annonce du contrat avec la France, le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, avait déclaré qu'« il s'agit du plus gros investissement dans la défense nationale depuis les

années 1980, qui permettra à la Suède de tripler sa capacité de défense par rapport à aujourd'hui ». Au-delà des milliards de commandes qui iront enrichir un peu plus les magnats de l'industrie militaire, ces contrats illustrent la montée guerrière en Europe, à laquelle la Suède participe depuis 2022 et le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Alors que la Suède n'a participé à aucun conflit depuis 1814, elle a rejoint l'alliance militaire de l'OTAN en 2024, juste après la Finlande en 2023, achevant le blocus potentiel de la Russie sur la mer Baltique.

Depuis 2024, les dépenses d'armement suédoises se sont envolées, atteignant 3,5 % du PIB du pays. Et les discours des dirigeants se sont faits de plus en plus martiaux. Le commandant en chef des forces armées suédoises, Micael Byden, a ainsi déclaré en 2024 que ses compatriotes « devaient se préparer mentalement à la guerre » avec la Russie. Et en mai dernier, dans le cadre

d'opérations mobilisant 18 000 militaires, l'armée et de nombreuses organisations civiles se sont entraînées à prendre en charge et à enterrer les corps de 5 % des habitants du pays, un exercice qui était en

sommeil depuis plus de soixante-dix ans.

Réalisme ou cynisme, voilà en tout cas sur quoi débouchent les fastueux accords patronnés par Macron...

Serge Benham

Des frites, sauce démagog

Gérald Darmanin, inamovible ministre de Macron, à l'Intérieur puis à la Justice, vient de rallier Édouard Philippe, ex-Premier ministre du même, et désormais candidat à l'élection présidentielle.

Ils se sont retrouvés à Tourcoing, dans le Nord, pour le show annuel de Darmanin, élu de la ville et réputé, selon son service de presse, être issu du peuple, savoir parler son langage et partager ses préoccupations. Philippe espérait par sa venue se donner une touche populaire contrebalançant ses projets de retraite à 67 ans, ses attaques

contre les services publics, ses diatribes contre les travailleurs trop souvent malades, ses discours sur les fonctionnaires trop nombreux, etc. Les deux nouveaux amis ont donc assuré un instant le service d'une baraque à frites, Édouard à la friture et Gérald au comptoir. Quoi de mieux pour montrer leur fibre sociale ?

Pour une fois donc, au lieu de vendre le cornet de frites avec une grande saucisse et un petit cornichon, ceux-ci assuraient eux-mêmes le service.

P.G.

Bassin creillois : un projet qui passe mal

Mercredi 19 août, au moins deux cents habitants se sont rassemblés à Rantigny, une des communes du grand bassin creillois, pour participer à la réunion de clôture de ce qu'on appelle à tort « une enquête publique », puisque ces enquêtes aboutissent à se moquer royalement de l'avis du public.

Le sujet était un projet de data center. Son promoteur, un patron local, et le commissaire enquêteur s'attendaient à une simple formalité, en plein mois d'août, pour un projet de 4,5 milliards d'euros. Mais la salle était archicomble, avec des assistants venus d'abord pour manifester leur défiance d'autant plus fort que le commissaire enquêteur et le promoteur ressassaient leurs arguments et éludaient les questions.

La question n'était pas de savoir si un data center ou l'intelligence artificielle seraient en soi bénéfiques, mais ce qui se cachait derrière le projet et les conséquences qu'il pourrait avoir

pour les habitants de la région. Le patron avait pour ambition, disait-il, de préparer le terrain à l'arrivée d'un géant de l'informatique, pas encore déterminé. La seule chose concrète était donc l'annonce de la création d'une SCI, société civile immobilière, puis d'une société anonyme, capable de drainer le maximum d'argent.

Méfiance et hostilité ont traduit l'inquiétude réelle et justifiée des habitants. Cet été, même dans une région pluvieuse comme la Picardie, la canicule, la sécheresse et le manque d'eau ont pu faire des ravages. Un data center peut détourner l'équivalent de la

consommation d'eau d'une ville de 50 000 habitants et accapare une énorme énergie. Face aux réactions, le commissaire enquêteur a tenté sinon d'empêcher, du moins de limiter l'expression des contestations et des questions. Quant aux élus de la région présents, qui avaient donné leur quitus à ce projet, ils ont gardé un silence de plomb, et ont eu pour seule initiative de faire venir des gendarmes pour assurer la protection des organisateurs...

Cette région ouvrière a été le plus grand centre industriel de la Picardie, et a vu des dizaines de milliers d'emplois supprimés par les grands groupes capitalistes au nom du progrès, et les services publics dévastés. Alors, ses habitants ont toutes les raisons de manifester leur hostilité aux vendeurs de rêve... ou de cauchemar.

Correspondant LO



Projet de data center dans l'Oise.



Les missiles vendus par l'entreprise MBDA.

MBDA : livraison à domicile de missiles

Lors d'un contrôle de routine à Bari dans le sud de l'Italie à la fin du mois de juin, les agents de la douane ont trouvé dans une camionnette quatre missiles antichars Akéron de l'industriel français MBDA.

On imagine leur surprise devant des projectiles « de 5^e génération » et d'une valeur d'environ 200 000 euros l'unité dans un véhicule contrôlé en Italie, immatriculé en France et en provenance de Grèce. Il s'agissait, selon le conducteur, de « matériel envoyé par MBDA France en réparation en Crète ». Il devient décidément difficile de nos jours de trouver de bons réparateurs de missiles dernière génération...

L'explication a d'abord convaincu les douaniers transalpins que ceux-ci n'ont pas tardé à découvrir que les bandes jaunes et noires identifiant des projectiles armés pour trois des quatre missiles avaient été recouvertes d'un ruban adhésif bleu, marquage réservé au matériel

d'entraînement de l'OTAN. En outre, les documents présentés par le livreur souffraient de plusieurs incohérences, tout comme ceux transmis par l'entreprise de transport, dont la patronne est aussi l'épouse du conducteur. L'enquête se poursuit donc. MBDA, qui a d'abord brillé par son silence, a fini par réagir le 27 août, déclarant que le porteur était bien habilité, qu'il ne s'agissait que de maquettes et qu'à part un « incident de marquage », il n'y avait rien à signaler.

Le porte-flingue malchanceux est néanmoins toujours sous le coup d'une enquête pour trafic d'armes. Ce n'est pourtant pas du trafic d'armes, assure MBDA ! Enfin, pas plus que d'habitude...

Sacha Kami

Chirurgie esthétique : le profit avant tout

Le 27 juillet, une jeune femme est morte suite à une injection réalisée dans un « centre de beauté » à Nice. Les représentants des médecins et chirurgiens esthétiques ont alerté sur les dangers, bien réels, de ce type d'exercice illégal de leur profession. Mais c'est d'une façon particulièrement hypocrite et intéressée.

Depuis bien longtemps, la chirurgie esthétique s'enrichit sur les canons de beauté véhiculés par la société. La recherche de l'éternelle jeunesse ou la volonté de ressembler à des modèles féminins et masculins loin de la réalité font la fortune de ces médecins.

À cela s'ajoute, depuis

une quinzaine d'années, l'image de la beauté féminine vendue par un monde de télé réalité et de réseaux sociaux, qui veut faire croire que si on ne combine pas la taille de guêpe de Barbie, les fesses de Kim Kardashian et les lèvres pulpeuses d'une influenceuse de Dubaï, cela ne vaut pas

la peine d'exister. Et les garçons sont soumis à une compétition analogue pour correspondre au stéréotype du héros musclé avec les attributs correspondants.

Nombreux sont les petits margoulin qui s'enrichissent sur ce désir de correspondre aux normes en vigueur. D'autant que c'est désormais à une jeunesse moins riche mais bien plus nombreuse qu'ils peuvent vendre le rêve de transformer son corps avec autant de facilité que le font les filtres des applications TikTok ou Instagram. Une excellente affaire puisqu'en

France, les 400 000 opérations réalisées annuellement et le nombre encore plus grand d'actes de « médecine esthétique » rapportent plus de 3 milliards d'euros. Les « partenariats » plus ou moins discrets entre cliniques et influenceurs permettent de contourner efficacement l'interdiction légale de faire la publicité commerciale pour des interventions chirurgicales, et, à certaines stars de la chirurgie, d'engranger plus d'un million d'euros par an.

Du côté des patients, moyennant 5 000 euros, on peut se faire refaire les

fesses, les seins ou le nez dans une clinique des beaux quartiers sans risquer sa vie, dans l'immédiat. Mais ces opérations, comme les injections d'acide hyaluronique ou de botox qui se multiplient, ne sont jamais anodines et préparent des problèmes de santé.

Et il est dans la logique du capitalisme, qui ne néglige aucune source de profit, de proposer aux filles et garçons désargentés des solutions « low cost » bien plus risquées, et tant pis pour celles et ceux qui y perdront la vie ou la santé.

Serge Fauveau

Sodexo : licenciements pour le profit

L'entreprise de restauration collective Sodexo a annoncé le 26 août la suppression de 1 097 emplois en France. La direction ne prétend même pas affronter des difficultés financières. Elle avoue crûment qu'il s'agit de distribuer plus de dividendes aux actionnaires.

La Sodexo appartient à la famille Bellon dont la fortune est estimée à 5 milliards d'euros. C'est un géant mondial de la restauration collective, que ce soit en entreprise, dans les établissements scolaires ou les Ehpad. La holding familiale possède

aussi une flotte de bateaux de croisière sur la Seine et gère des restaurants comme celui du chef Thierry Marx à la tour Eiffel.

Lorsque le PDG de Sodexo, Thierry Delaporte, a annoncé son plan de route pour 2030, il s'est vanté d'atteindre une marge d'exploitation, c'est-à-dire une rentabilité de l'entreprise, toujours plus élevée : 5 % sont attendus contre 3,4 maximum aujourd'hui. Cela devrait permettre de verser aux actionnaires, et en particulier à la famille Bellon qui détient plus de 40 % de la société, des dividendes à hauteur de 50 % des bénéfices qui se montent à 700 millions d'euros net après impôts.

Ce type de licenciements destiné à enrichir un peu plus les actionnaires n'est pas une première chez Sodexo.

2 000 emplois avaient déjà été supprimés en 2020, prétendument à cause de la crise du Covid. Le groupe a depuis mis à sa tête un expert, en matière sinon de restauration, du moins de suppressions d'emplois. Thierry Delaporte est arrivé fin 2025 de Capgemini où il avait préparé un plan de réduction de 7 % des effectifs en France. Pour Sodexo jeter des travailleurs à la rue est d'ailleurs une pratique permanente, une grande partie du personnel étant composé d'intérimaires. Pour ceux-ci, le licenciement s'appelle simplement fin de contrat.

Moins de salaires, autant ou plus de dividendes, c'est la recette de Sodexo comme de bien des groupes capitalistes. Il faut interdire les licenciements sous toutes les formes.

Daniel Mescla



Dans les bulletins Lutte ouvrière

Course... pour le profit

Pendant les orages en juillet, il pleuvait dans l'usine, mais la direction était prête à tout pour ne pas arrêter la production. Elle a mis des boîtes en plastique un peu partout et a demandé à des ouvriers de tenir une bâche au-dessus des voitures... pour que le travail continue en-dessous.

La course au profit, ça rend vraiment irresponsable.

Stellantis La-Janais

Une question primaire

Pour la deuxième année, la direction de Paris 08 a pris le marché des livrets scolaires pour les écoles primaires parisiennes ce qui représente un volume considérable. Mais pas plus que l'année dernière, elle n'a anticipé sur qui allait faire ce travail supplémentaire.

Résultat, elle a pioché à gauche et à droite dans les différents services sédentaires sans que ce soit organisé. Elle a été jusqu'à réquisitionner une partie des collègues de Paris 17 qui sont à Berne momentanément suite à la présence d'amiante à Paris 17.

Même un élève de primaire saurait qu'un travail supplémentaire nécessite des moyens supplémentaires.

La Poste Paris-Berne



SODEXO.WEBP

Ehpad Granvelle – Besançon : zéro personnel toute une nuit durant

Début août, à l'Ehpad Granvelle de Besançon, appartenant au riche groupe DomusVi, les 98 résidents, dont ceux de l'unité Alzheimer, sont restés toute une nuit seuls, sans

aucun personnel pour les soigner, les coucher, les surveiller. Les familles ne l'ont appris que deux jours après.

La direction tente de se défausser sur le personnel

absent, alors que de nombreux dysfonctionnements ont déjà été dénoncés dans cet établissement à 3 500 euros mensuels la place.

L'ARS, elle, enquête.

DomusVi a été dénoncé en 2022 comme un spécialiste de l'optimisation fiscale, économisant sur le personnel et les résidents. Rien n'a apparemment changé...

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie Lutte ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Venezuela : hold-up sur le pétrole

Le 28 août, Trump a annoncé avoir signé avec le Venezuela « le plus grand accord pétrolier de l'histoire », donnant à des compagnies américaines le droit d'exploiter pour 100 ans des gisements pétroliers estimés à 65 milliards de barils, un cinquième des réserves du pays.

Formellement, le gouvernement vénézuélien a signé une concession avec la société Nabep enregistrée à la Barbade et dirigée par l'homme d'affaires vénézuélien Alejandro Betancourt. Le département américain de la Guerre a pris le contrôle de cette entreprise en rachetant 35 % de son capital et s'est arrogé le droit d'acheter, au prix de revient, un minimum d'un cinquième de toute la production à venir.

Si le contenu et les modalités de la transaction signée restent flous et s'il faut faire la part des fanfaronnades de Trump qui se pose en « roi du deal », cet accord est un véritable hold-up. Même le *Wall Street Journal* l'a qualifié de « scène digne du Parrain II ». Il intervient moins de huit mois après la capture du président Maduro par l'armée américaine.

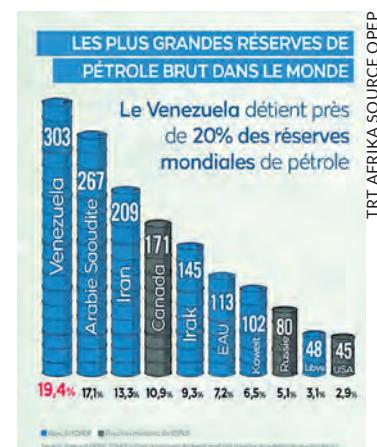
La présidente par intérim, Delcy Rodríguez, a certes dit avoir accepté la

transaction en toute liberté. Lors d'une intervention télévisée, elle a juré que « le Venezuela conserve la propriété et la souveraineté sur ses ressources » et insisté sur le fait que l'accord allait permettre d'apporter « le capital, la technologie et la capacité opérationnelle pour développer la pétrochimie nationale ». Elle a promis à la population de son pays un revenu de 200 milliards de dollars sur les 25 prochaines années et a même remercié Trump et son secrétaire d'État Rubio. Il est clair que l'enlèvement de Maduro l'a rendue conciliante.

Qu'ils soient otages ou complices des dirigeants nord-américains, Delcy

Rodriguez et son gouvernement n'ont en fait aucune prise ni sur l'accord ni sur les modalités de sa mise en œuvre. Depuis le kidnapping de Maduro, les grandes compagnies pétrolières américaines présentes au Venezuela avant les nationalisations menées par Hugo Chavez en 2007 ne se sont pas précipitées pour y revenir. Ces grandes compagnies n'ont visiblement pas l'intention de déboursier de l'argent pour moderniser des installations qui tournent au ralenti et n'ont pas été entretenues depuis des années à cause de l'embargo américain. Quant à la Nabep, elle ne peut extraire aucune goutte de pétrole sans en sous-traiter l'exploitation à une véritable compagnie pétrolière.

L'annonce de Trump est donc d'abord politique.



Ayant échoué à soumettre le régime iranien et après le blocage du détroit d'Ormuz qui a engendré une flambée des prix du carburant, il voudrait rassurer ses électeurs en leur annonçant un afflux de pétrole vénézuélien. Il n'est pas sûr que cela lui réussisse mais cela confirme que le chef de l'impérialisme n'envisage pas d'autre mode d'action que celui d'un voleur de grand chemin.

Xavier Lachau

Espagne : reprise de la grève à Airbus

Le 24 juillet, la grève chez Airbus en Espagne avait cessé contre la volonté des grévistes, suite à la trahison de deux syndicats (SIPA et ATP). Elle a repris le 25 août au retour des vacances avec l'appui des syndicats CGT, UGT et UTIL.

Lundi 24 août, dans les différentes usines, des débrayages étaient organisés. Malgré la coupure d'été, la colère des travailleurs n'est pas retombée et ils ont voté majoritairement pour la reprise de la grève le lendemain, avec les mêmes revendications : prime de 7 500 euros, hausse des salaires indexée sur l'inflation plus 1,5 %, maintien des jours de télétravail, liberté des congés d'été, cantine gratuite, paiement intégral des arrêts maladie... Dès le 25 août, les grévistes ont donc repris leurs habitudes : piquets aux portes de l'usine à 6 heures et assemblée à

10 heures.

Face à cette reprise de la grève, Airbus a mandaté Carmen-Maja Rex, la DRH mondiale du groupe. Dès la première réunion, elle a menacé de retirer des missions aux sites espagnols, de suspendre les embauches et de limiter l'attribution de nouveaux projets. Outre les menaces, elle a exigé la suspension de la grève avant de discuter, refusé de négocier avec l'assemblée des grévistes – représentée par les syndicats présents dans la grève et des observateurs – et mené en parallèle des discussions avec les syndicats opposés à la grève.

Malgré cette pression, lundi 31 août, l'effectif des grévistes a augmenté au rythme des retours des derniers vacanciers. L'assemblée a discuté d'une mise en pause de la grève face au chantage de la direction. Avant le vote, les positions des uns et des autres ont été résumées. Le syndicat UGT poussait à la pause pendant que certains disaient : « C'est maintenant qu'on a de la force » ou bien « arrêter la grève serait une grave erreur parce qu'on perdrait l'unité des travailleurs ». Finalement, 82 % des grévistes ont voté pour continuer la grève, 16 % pour la mettre en pause, 2 % se sont abstenus. Après des semaines de grève, beaucoup sont conscients que celle-ci est leur principale force et sont déterminés à la continuer.

Pauline Morel



Assemblée le 25 août à la reprise des vacances, Madrid.

Meta : 18 milliards pour éviter le déballage

Meta, la maison-mère de Facebook et Instagram, a conclu le 26 août des accords avec les États américains qui l'accusaient de rendre les jeunes utilisateurs dépendants.

Au total, le groupe pourrait verser plus de 18 milliards de dollars (environ 15,5 milliards d'euros) et éviter la poursuite d'un procès qui s'annonçait particulièrement gênant. En effet, les procureurs l'accusaient d'avoir sciemment exploité la vulnérabilité des adolescents en perfectionnant des mécanismes destinés à les faire rester et revenir toujours plus souvent : défilement infini, notifications, recommandations personnalisées, « likes »... Et cela alors que ses propres recherches internes l'alertaient sur l'usage compulsif d'Instagram et ses effets sur la santé mentale. Mais plus les utilisateurs restent devant leur écran, plus Meta peut leur montrer de publicités : l'addiction fait partie du modèle économique.

Quatre États avaient porté l'affaire jusqu'au procès qui venait de s'ouvrir en Californie et réclamaient 200 milliards de dollars de pénalités. L'accord principal prévoit que Meta versera jusqu'à 17,1 milliards sur dix ans, auxquels s'ajoute un milliard avec le Texas. Mais seuls 12 milliards de

dollars sont pour l'instant réellement réclamés à l'entreprise. Le reste ne sera versé que si ses concurrents Snap, TikTok et YouTube concluent à leur tour des accords prévoyant des sanctions et modifications de leurs plateformes. Meta a négocié cette clause pour ne pas être seule à subir ces contraintes.

Le groupe accepte notamment d'interrompre le défilement infini, de limiter à deux heures par jour l'utilisation de Facebook et Instagram par les mineurs et de restreindre leur accès la nuit. Comme quoi il est techniquement possible de mettre des freins aux mécanismes conçus pour retenir les utilisateurs.

Cette sanction ne risque pas de ruiner Meta : le groupe a réalisé 60,5 milliards de dollars de bénéfices l'an dernier. Meta ne reconnaît aucune faute et évite un procès lors duquel Mark Zuckerberg devait témoigner et pour lequel de nouveaux documents internes risquaient d'être rendus publics. L'action Meta a d'ailleurs gagné plus de 1 % à l'annonce de l'accord.

Claire Dunois